

LETTRES DE SYRIE

JOUMANA MAAROUF

LETTRES DE SYRIE

Traduit de l'arabe
par Nathalie Bontemps

Préface de
Wladimir Glasman

DOCUMENT

BUCHET • CHASTEL

Les lettres de Joumana Maarouf ont été
initialement publiées sur le blog de Wladimir Glasman
(sous le nom d'Ignace Leverrier)
sur le site lemonde.fr
<http://syrie.blog.lemonde.fr/lettres-de-syrie/>

© Libella, Paris, 2014
ISBN 978-2-283-02767-7

Préface

Lorsque Joumana Maarouf s'installe derrière son ordinateur, dans un quartier périphérique de la capitale syrienne, pour donner de ses nouvelles à l'une de ses amies, contrainte de quitter le pays quelques mois plus tôt, et pour témoigner de son quotidien, de celui de sa famille, de ses collègues et de ses compatriotes, la révolution syrienne a presque un an. Un an durant lequel les Syriens ont constaté à leurs dépens, mais également sans surprise, la brutalité du régime qui les dirige depuis quarante ans.

Pour Bachar al-Assad et ses partisans, la Syrie est victime d'une conspiration internationale. Mais la réalité est tout autre. C'est une véritable révolution pour la liberté et la dignité qui secoue le pays depuis près d'un an. Un mois avant l'irruption des premières manifestations à Deraa, au sud du pays, un incident, tristement banal pour la Syrie, se produit à Damas. Le 17 février 2011, le fils d'un commerçant du souk est passé à tabac par un groupe de policiers pour une banale histoire de parking, dans le quartier de Hariqa¹. Les agents ne se doutent pas de la

1. Le nom de *Hariqa*, « incendie » en arabe, a été donné à cette place importante de la vieille ville de Damas en souvenir du sinistre qui l'a

conséquence de leur acte. Ils voient les commerçants du quartier, excédés par le racket, les humiliations et les insultes dont ils sont quotidiennement victimes, fermer boutique et entonner un slogan qui sera repris durant de nombreux mois par les manifestants à travers tout le pays : « *Ash-sha'ab as-sourî mâ biandhal* », « Le peuple syrien ne se laisse pas humilier ».

Minime et sans réelle revendication, ce rassemblement spontané provoque malgré tout le déplacement du ministre de l'Intérieur en personne. Alors qu'en temps normal l'ensemble des contestataires aurait été mis en détention, ce déplacement ministériel fait prendre conscience aux Syriens que le mur de la peur, édifié autour de lui par le régime au cours des quarante dernières années, peut désormais s'écrouler à tout moment. Il est en tout cas déjà fissuré, et le pouvoir s'en rend compte rapidement. Afin de tuer dans l'œuf une contestation qu'il ne saurait tolérer, il adopte une série de mesures sociales destinées à résorber le mécontentement populaire qu'il perçoit : il abaisse les taxes sur certains produits de première nécessité, il octroie quelques subventions, il met en place un fonds social d'aide aux plus démunis, etc.

Le régime pense qu'il est tiré d'affaire et voit le spectre du printemps arabe s'éloigner. Mais il est difficile de changer des comportements qui sont devenus la norme dans l'État autoritaire et policier fondé par la famille Assad. Exécutant les ordres, les *moukhabarât*¹ de Deraa procèdent, le 13 mars 2011, à l'arrestation d'une dizaine d'enfants et d'adolescents. Leur crime ? Avoir reproduit sur les murs de leurs écoles le slogan qui a inondé leurs oreilles au cours des

ravagée lors d'un bombardement de troupes françaises destiné à écraser la révolte des nationalistes syriens, en 1925.

1. Le terme désigne en Syrie aussi bien les services de renseignements dans leur ensemble que les agents de ces services.

semaines précédentes, alors qu'ils regardaient avec leurs parents les images des événements tunisiens, égyptiens, libyens et bahreïnais : « *Ash-sha'ab îurîd îsqat al-nithâm* », « Le peuple veut la chute du régime ».

Craignant à juste titre pour la sécurité de leurs enfants, les parents décident de solliciter l'indulgence d'Atef Najib. Colonel, chef de la sécurité politique de Deraa, c'est aussi et surtout un cousin maternel de Bachar al-Assad. Il prend ses visiteurs de haut et leur montre le mépris dans lequel il les tient en leur déclarant : « Oubliez vos enfants et faites-en d'autres. Et si vous n'en êtes pas capables, amenez-moi vos femmes. »

La colère des familles et de leurs proches est immense. Le 18 mars, une journée de manifestation est décrétée par les habitants de la ville. Cette fois-ci, pas d'officiel pour répondre à leurs doléances. Ce sont les balles et les arrestations qui attendent les protestataires. La révolution syrienne a commencé.

Dans un pays comme la Syrie, ces deux événements ont une dimension quasi anecdotique. Le racket organisé, les arrestations arbitraires, la torture, les disparitions ou les punitions collectives sont autant de moyens employés par le régime, depuis son installation en 1970, pour maintenir son emprise sur le peuple. Mais, en cette année 2011, les Syriens refusent de se soumettre encore à un pouvoir qu'ils jugent illégitime. « *Allî îqtul sha'abhu khâ'in* », « Qui tue son peuple est un traître », devient rapidement l'un des slogans fondateurs de la révolution syrienne. Les premières manifestations permettent de passer d'une demande légitime de reconnaissance de la dignité de tous les Syriens à un véritable mouvement citoyen. Ils ne demandent pas seulement l'ouverture des « petites prisons », dans lesquelles leurs parents et leurs proches ont souvent été détenus. Ils veulent

le démantèlement de la « grande prison », c'est-à-dire de l'architecture sécuritaire qui oppresse la population. À Baniyas, Hama, Deir ez-Zor, Homs, Alep et Damas, des manifestations spontanées se tiennent en soutien à Deraa, vite soumise à un siège militaire, alors que la population est désarmée et tient à ce que sa contestation reste *silmiyya*, « pacifiste ».

La situation évolue rapidement. Tout en dénigrant les manifestations, qu'il qualifie d'œuvre d'« infiltrés » – *mun-dassîn* – et d'« agents d'un complot » extérieur, le pouvoir intensifie ses tentatives d'apaisement social et politique. Outre de nouvelles subventions, il offre la nationalité syrienne à 300000 Kurdes sans nationalité et à leurs descendants¹. Mais les manifestants rappellent au régime que, plus que le simple résultat de tensions et de difficultés sociales bien réelles, notamment à Deraa, leur soulèvement est la conséquence de la domination politique, violente et sans partage, mise en œuvre par la famille al-Assad. À la conseillère politique et médiatique de Bachar al-Assad, qui prétend acheter leur retour au calme avec des mesures économiques, les protestataires répliquent : « *Ash-sha'ab as-souri mou jou'an* », « Ce n'est pas de pain que le peuple syrien a faim ».

Pour le régime c'en est trop. Comment de simples Syriens osent-ils critiquer et rejeter les mesures sociales qui leur sont accordées? Sa réponse ne se fait pas attendre. Le 24 mars, la mosquée al-'Omari, lieu symbolique d'où sont sorties les premières manifestations à Deraa, est prise d'assaut alors que des manifestants blessés y sont soignés. Le 25 avril, l'ensemble de la ville est soumis à un blocus par

1. Les Kurdes en question avaient été victimes de la vague d'arabisation forcée des années 1960, menée par le parti Baath, « dirigeant de l'État et de la société », comme le stipule l'article 8 de la Constitution syrienne.

la quatrième division blindée, dirigée en personne par le colonel Maher al-Assad, frère cadet de Bachar al-Assad. Une semaine plus tôt, le chef de l'État avait pourtant semblé répondre à l'une des attentes principales des contestataires. Le 19 avril, il avait suspendu l'état d'urgence, en vigueur depuis l'arrivée au pouvoir du Baath, en 1963. Mais, pour ne pas paraître céder et faire montre de faiblesse, pour éviter aussi toute remise en cause de son pouvoir, il avait promulgué le même jour, dans la foulée, un décret anti-terroriste et une loi sur les manifestations qui renforçaient, plus qu'ils ne les supprimaient, les mesures de contrôle sur la population.

Face au déchaînement de la répression, la communauté internationale reste paralysée. Les Occidentaux et plusieurs pays arabes dénoncent la violence des moyens utilisés et ils imposent des sanctions économiques à des cadres du régime syrien. Mais la Russie, la Chine et l'Iran se tiennent au côté de Bachar al-Assad, lui assurant un soutien de poids. Le 27 avril 2011, une résolution du Conseil de sécurité est ainsi bloquée à l'ONU par le veto russe et chinois. Selon eux, la situation en Syrie « ne constitue pas une menace pour la paix et la sécurité internationales ».

Profitant de ce soutien diplomatique, le régime syrien intensifie sa campagne répressive. Mais il ne parvient pas à éteindre la dynamique révolutionnaire. Il va alors illustrer de la manière la plus crue l'absence de morale qui le caractérise, et qui a mérité à la Syrie le qualificatif d'« État de barbarie ». Le 21 mai, la dépouille de Hamza al-Khatib, un jeune adolescent de treize ans disparu depuis quelques jours, est rendue à ses parents dans un sac de plastique. Son corps martyrisé présente des signes de torture dignes d'un autre âge : brûlures, électrocution, émascation... Il ne sera pas le seul Syrien – et encore moins le seul enfant – à mourir

dans des circonstances insoutenables. En témoigne les milliers d'images sorties de Syrie grâce au travail héroïque de jeunes activistes et les rapports documentés d'ONG internationales. En juin 2011, alors que la révolution n'en est qu'à son troisième mois, Human Rights Watch constate, dans le titre d'un rapport consacré à la Syrie : « Nous n'avons jamais vu une telle horreur. »

La férocité déployée par le régime, qui veut mettre fin aux manifestations à tout prix, fait craindre que les protestataires ne décident d'assurer par eux-mêmes leur défense. Comment une population qui ne revendique que le respect de ses droits fondamentaux, universellement reconnus, pourrait-elle supporter indéfiniment les violences insoutenables dont elle est victime ? Le 6 juin, une étape paraît franchie. La ville de Jisr ash-Shughour, au nord de la Syrie, est le théâtre d'une macabre découverte : les cadavres d'une centaine de policiers gisant dans une fosse commune. Le régime dénonce sans attendre les « groupes armés » qu'il accuse de déstabiliser le pays de la résistance, « *al-muqāwama* ». L'opposition pointe du doigt l'armée, qui aurait exécuté ces hommes après qu'ils eurent refusé de tirer sur des manifestants désarmés.

En dépit des craintes d'une militarisation de l'opposition, la contestation civile et pacifique ne faiblit pas. La ville de Hama prend une place notable dans ce mouvement. Partiellement rasée en 1982, sous la présidence de Hafez al-Assad, en réponse à une insurrection islamiste, la ville a gardé les stigmates des atrocités dont le régime syrien est capable. Malgré tout, sa population se mobilise à son tour : au cours du mois de juillet 2011, Hama voit se dérouler les manifestations les plus importantes depuis le début de la révolution. La ville aura également son lot de martyrs. Le plus célèbre d'entre eux est Ibrahim Qashoush. Simple

artisan, il compose une chanson qui ridiculise Bachar al-Assad et ses proches. Elle est bientôt reprise dans toutes les manifestations à travers la Syrie. Il payera son insolence de sa vie. Il sera retrouvé dans l'Oronte, le fleuve qui traverse la ville, les cordes vocales tranchées. Ainsi fonctionne la vengeance du régime : qui insulte le chef de l'État est égorgé, qui piétine ses effigies a les jambes coupées, qui le caricature – comme le dessinateur Ali Farzat – a les mains fracassées.

Pour de nombreux officiers et simples soldats, la répression que le régime leur demande d'exercer est insoutenable. Elle revient à tirer sur des manifestants désarmés, qui peuvent tout aussi bien être des voisins, des collègues, des amis ou des parents. Certains soldats commencent alors à faire défection et rejoignent, pour assurer sa protection, le camp de la contestation. L'un des premiers d'entre eux, Hussein Harmoush, crée le Mouvement des officiers libres, auquel il fixe pour mission de protéger les manifestations pacifiques de l'assaut des forces du régime. Un autre officier déserteur, Ryad al-Ass'ad, fonde l'Armée syrienne libre. Le régime s'empresse de condamner ces « terroristes », pourtant issus des rangs de l'armée. Mais il obtient enfin ce qu'il espérait depuis le soulèvement de Deraa : la militarisation d'une partie de la contestation, qui va désormais justifier son recours à une violence sans limites au nom de la lutte contre le terrorisme.

L'opposition politique au régime syrien s'organise elle aussi. À l'intérieur, elle veut avoir prise sur les manifestations et les autres expressions de protestation, au sein desquelles les activistes sans passé politique, plus en phase avec la jeunesse et avec la rue, ont souvent plus de poids que les militants traditionnels. À l'extérieur, des intellectuels, des universitaires, des artistes et des hommes politiques syriens,

dont des Frères musulmans, décident de s'organiser politiquement au sein d'un organe commun. Le Conseil national syrien voit le jour le 2 octobre 2011. Il a pour mission de représenter la révolution et de recueillir les soutiens internationaux qui pourraient finalement inciter le régime à faire des concessions. Mais les alliés de Bachar al-Assad restent intransigeants. Le 4 octobre, Russes et Chinois opposent un nouveau veto à une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU. Ils permettent à Bachar al-Assad de poursuivre ses opérations militaires sans se préoccuper d'une solution politique.

La population subit une violence croissante. Alors qu'initialement les manifestations étaient réprimées par des milices organisées sur un mode mafieux, les *chabbiha*, qui avaient également pour ordre d'abattre policiers et militaires refusant de tirer sur leurs propres concitoyens, l'armée prend progressivement l'ascendant sur la direction des opérations. Dès lors, ce ne sont plus simplement des balles et des matraques qui s'abattent sur les manifestants, mais des obus, comme ceux tirés par la marine syrienne sur le quartier de Raml al-Janoubi, à Lattaquié.

Ayant opté pour la solution militaire, où le rapport de force joue en sa faveur, le régime tergiverse et traîne des pieds face aux propositions de solution politique. Toute initiative visant à mettre fin à la violence s'effondre. Ainsi, le régime accepte, le 2 novembre 2011, un plan de la Ligue arabe prévoyant le retour des militaires dans les casernes, l'arrêt de la répression, la venue d'observateurs et la mise en place d'un dialogue national. Mais il ne suspend à aucun moment ses actions répressives contre les protestataires, et le dialogue qu'il initie n'est qu'un simulacre. Faute de véritables opposants, qui conditionnent leur présence au respect des autres engagements, il réunit la seule opposition

« officielle » existante, dont la principale caractéristique est la priorité qu'elle donne à la dénonciation du « complot contre la Résistance » sur la défense des citoyens syriens. La Ligue arabe est ainsi obligée d'attendre près de deux mois après l'accord avant de pouvoir dépêcher ses observateurs en Syrie.

Le lendemain de leur arrivée, le 23 décembre 2011, un attentat secoue la capitale. Il sera suivi d'un autre, perpétré le 6 janvier. La concordance entre l'arrivée des observateurs internationaux et ces actes terroristes laisse songeur, compte tenu de la propension qu'a le régime à manipuler les groupes terroristes. Pour beaucoup de Syriens, le régime se lance alors dans la stratégie du pire. Libérant plusieurs centaines de militants jihadistes de ses prisons, il compte que leurs activités militantes et violentes joueront en sa faveur. Il pourra clamer enfin, à juste titre, qu'il combat des « terroristes ».

C'est Homs, troisième ville du pays, qui payera le prix le plus élevé de cette lutte « contre le terrorisme ». Le régime ne peut se permettre de perdre ce haut lieu de la contestation, en ébullition depuis les premières heures. Certains de ses quartiers sont désormais connus dans le monde entier tant la répression y a été brutale. Bab 'Amr devient le foyer symbolique de la résistance à Bachar al-Assad. C'est à Homs et dans ces quartiers que la révolution se militarise véritablement. Las de manifester sous les tirs et de se faire tuer de sang-froid par les forces du régime, des civils en nombre croissant joignent leurs forces à celles des militaires ayant fait défection pour défendre leurs quartiers et leurs familles. Quelques journalistes internationaux se rendent à cet endroit pour couvrir la rébellion qui gagne alors en puissance. Plusieurs perdront la vie : Gilles Jacquier, tué dans des circonstances encore obscures, le 11 janvier 2012 ; Rémi

Ochlik et Marie Colvin y décèdent également un mois plus tard.

Encore une fois, les crimes commis par le régime à Homs reçoivent un blanc-seing de la communauté internationale, incapable de s'entendre pour condamner et pour agir. La mission des observateurs de la Ligue arabe tourne court. Elle s'achève sur un constat d'échec à la fin du mois de janvier 2012. Fort de son invulnérabilité, Bachar al-Assad n'hésite pas à faire pilonner les quartiers insurgés sous leurs yeux. Le « permis de tuer » accordé au régime est renouvelé le 4 février 2012, suite à un nouveau veto des Russes et des Chinois au Conseil de sécurité.

La fin du mois de février 2012 est marquée par deux événements qui illustrent parfaitement la schizophrénie qui s'est emparée du régime. Le 26 février, un référendum constitutionnel approuve les modifications apportées à la Constitution syrienne par le régime avec un taux de 89,4 % de oui. Un tel score, impossible à atteindre du fait de la période troublée que traverse la Syrie et de l'incapacité des électeurs à se rendre aux urnes dans la majorité des agglomérations, montre que Bachar al-Assad ne veut pas de modifications constitutionnelles autres que de façade. L'essentiel est qu'elles n'affectent en rien la nature autoritaire du régime, auquel elles permettent de prétendre qu'un processus de démocratisation politique est en cours. Parallèlement à ces transformations cosmétiques, le régime intensifie les tirs de mortier et les bombardements aériens sur le quartier de Bab 'Amr à Homs, devenu un bastion désormais symbolique de la révolution et de la résistance à la dictature. La chute du quartier, le 1^{er} mars 2012, est saluée par une visite de Bachar al-Assad, qui parade sur les ruines arrachées avec une extrême difficulté par ses forces armées à une poignée de civils et de militaires ayant fait défection.

PRÉFACE

En ce mois de mars 2012, date à laquelle Joumana Maarouf commence à rédiger ses lettres, la révolution syrienne a changé de nature. L'heure où les manifestations cherchaient à converger vers les grandes places est achevée. Le sit-in de la place de la Nouvelle-Horloge à Homs a été dispersé dans le sang dès le mois d'avril 2011. Hama, après avoir offert à la Syrie des manifestations immenses, est à nouveau muselée par un dispositif sécuritaire qui réduit au silence toute contestation. À Damas, les manifestants courageux de la Ghouta et des banlieues de la capitale n'ont jamais pu atteindre la grande place des Abbassides, les forces de l'ordre et les milices du régime n'hésitant pas à tirer sur ceux qui leur tendent des fleurs et qui chantent encore avec espoir « *Al-jeish, al-sha'ab, 'id wahda* », « L'armée, le peuple, main dans la main ».

En ce mois de mars 2012, la révolution est désormais synonyme de siège militaire et d'écrasement violent de la contestation civile, laquelle souffre également de la militarisation croissante des Syriens, las de voir leurs concitoyens, leurs voisins et leurs familles tués pour avoir réclamé liberté et dignité. Mais la symbolique de la révolution est encore présente. Chaque portrait piétiné de Bachar al-Assad ou de son père représente une victoire pour les Syriens. Chaque manifestation qui parvient à se tenir dans les ruelles des villes assiégées, au rythme des chants et des *dabkés*¹, constitue une victoire sur la dictature.

La vie des citoyens syriens ne ressemble plus à ce qu'elle était un an plus tôt. Les combats se rapprochent de Damas. Alors que les quartiers périphériques de la capitale sont victimes de pilonnages incessants de l'armée, des bombes explosent régulièrement au centre-ville. Des familles de

1. Danse populaire.

LETTRES DE SYRIE

déplacés venant de tout le pays cherchent malgré tout à y trouver un refuge, dormant dans les parcs ou les écoles. C'est du quotidien d'un pays en guerre et de ses répercussions sur l'état d'esprit de sa population que témoignent les lettres de Joumana Maarouf.

Wladimir Glasman

10 mars 2012

Bonsoir ma chère amie,

Voilà, l'hiver est sur le point de finir. Ce qu'il a pu être long et rude! C'était peut-être l'hiver le plus dur qu'ait connu la Syrie. Est-ce que je t'ai dit que mon travail n'était plus en banlieue, mais en plein Damas? Je passe par la place Seb'a Bahrat sur le chemin de l'aller et du retour. Là-bas, sur la façade de la Banque centrale, il y avait une immense affiche du président, qui recouvrait à peu près le tiers de l'énorme bâtiment. Il y a deux semaines, le vent l'a soudainement déchirée en plein milieu. Une amie qui passait par-là m'a raconté qu'à cet instant tout le monde s'en est aperçu, car on a entendu un grand bruissement au moment où la photo s'est fendue en deux, exactement au milieu. Elle m'a décrit les visages des gens qui offraient un dégradé de la joie malicieuse à la peur. Depuis des décennies, la peur est la denrée la plus courante en Syrie. Deux jours plus tard, j'ai vu la nouvelle affiche : une copie de l'ancienne. Mais peut-être, cette fois-ci, son papier était-il plus résistant. Quelques dizaines de jeunes dansaient sur une chanson à la gloire du président et, sous l'affiche, on pouvait voir une grande banderole sur laquelle s'étaient

les mots : « Bachar se porte bien, donc, en résumé, le monde se porte bien. »

Je t'écrirai demain, si j'ai internet et l'électricité.

14 mars 2012

Bonjour,

Demain c'est la fête des profs, et tu sais que je suis institutrice dans une école du centre. Quelle ne fut pas notre surprise, à moi et mes collègues, de constater ce matin que le congé, qui d'habitude nous est donné pour cette fête, avait été annulé! On pensait sortir dans un restaurant à Bab Touma. Mais le directeur est entré dans la salle des professeurs et s'est lancé dans un discours matinal, inauguré par un éloge du ministre de l'Éducation et de sa brillante sagacité. Il déclara : « Demain c'est le 15 mars, c'est le jour de la "révolution", comme ces ânes l'appellent. Ces racailles ont appelé demain à la grève. Et vous savez que les écoles et les universités représentent 60 % de la fonction publique. Si elles sont fermées, ces crapules vont écrire sur Facebook que la grève a été un succès. C'est pourquoi l'astucieux ministre a décidé que demain serait jour de travail. Quiconque s'absentera devra produire un justificatif, sous peine de sanction. Nous irons tous demain à la démonstration de soutien universelle, sur la place des Omeyyades. Bien évidemment, personne ne vous y oblige. [...] Nous savons que vous êtes tous des patriotes, et que demain, sur la place, vous jouerez pleinement votre rôle, vous qui formez une génération après l'autre! » Et il ajouta, facétieux : « Préparez-vous pour la dabké. » Puis il s'en alla, sans regarder les visages des instituteurs et des institutrices, ni leur tête qui s'enfonça entre leurs épaules. L'une de nous, une dame âgée, éleva la voix : « Alors il y a un complot, les bandes armées tuent les gens, font des massacres, enlèvent les enfants, violent les femmes, et nous,

on danse sur les places ? Allez-y mais ne dansez pas, attristez-vous un peu sur les âmes des innocents, faites une minute de silence, juste une minute. » La vertueuse institutrice regarda alors autour d'elle et poussa un profond soupir de soulagement lorsqu'elle nous vit. Ce n'était que nous.

15 mars 2012

Bonsoir,

Il m'a fallu beaucoup de temps, ce matin, pour me décider à aller au travail. Comme tu le sais, j'ai des enfants, et j'ai besoin de mon salaire. Ils ont bien de la chance, ceux qui n'ont pas d'enfants. Ils n'ont pas besoin de s'humilier, parce qu'ils n'ont peur que pour eux. Ce qui m'a permis de trancher, c'est que je me suis donné pour mission d'être un témoin fiable de ce qui se passe ici. Ce n'était pas dur d'aller à Damas, mais le retour à la maison a été extrêmement difficile, tu l'imagines, en raison de la « démonstration de soutien universelle », comme ils l'appellent. Le chauffeur, qui nous avait réclamé le triple du tarif habituel, changeait de route à chaque fois qu'il tombait sur un barrage sécuritaire improvisé, et qu'il lui fallait rebrousser chemin. On a passé plus d'une heure et demie à essayer de sortir de Damas. Le seul chemin possible vers la banlieue où j'habite était celui du « palais », comme on l'appelle. Un vieux monsieur, assis en face de moi, cria au chauffeur : « Arrête-toi ! Arrête-toi s'il te plaît, il faut que j'aille aux toilettes. » Mais le chauffeur du service, qui connaissait bien l'interdiction de stationner sur cette route, refusa, et le vieil homme continua à le supplier. Tous les passagers se sont tus, et la peur est apparue sur leur visage, comme s'ils étaient tous saisis à leur tour d'une envie pressante. Certains commencèrent à insister auprès du chauffeur pour qu'il s'arrête. Mais sa réponse était sérieuse : « Mon ami, fais dans le service, mais ne me

demande pas ça. Je te jure, ils vont me pourrir la vie. » L'homme était sur le point d'exploser quand on sortit de la « zone interdite ». Alors il est descendu, et n'est pas remonté.

Quand on dit que les démonstrations de soutien ne sont pas spontanées, c'est vrai. Mais quand on dit qu'on y conduit les employés de force, ce n'est pas tout à fait exact. Il y en a qui y sont contraints, mais qui, à peine arrivés sur la place, s'enfuient du rassemblement. En revanche, il y a des milliers de partisans du régime que j'ai vus arriver à pied de toutes les directions. Ceux-là n'avaient pas l'air obligés. Je les ai vus porter des drapeaux à l'effigie du président, et les ai entendus scander : « Chabbiha pour l'éternité, pour Assad notre bien-aimé¹ ! »

Où qu'on regarde aujourd'hui dans les rues de Damas, on voit les barrages sécuritaires, les hommes armés, en civil ou en tenue militaire, debout, côte à côte avec la police. Ils ont des fusils terrifiants, portent autour de la taille des ceintures pleines de cartouches et traitent les gens grossièrement. Au cours du trajet, quelque chose m'est apparu clairement pour la première fois : « C'est la guerre, prépare-toi au pire. » C'est la guerre, et rien ne peut me soustraire à elle que de t'écrire.

18 mars 2012

Bonsoir,

« Quand tu sors de chez toi, n'oublie pas de faire tes adieux à ta famille. Tu vas peut-être sauter avec une voiture piégée, recevoir le tir d'un sniper juché sur un immeuble, ou bien une balle perdue venue de soldats qui ne distinguent plus les amis des ennemis. » Voilà les conseils que vont échanger les habitants de Damas à partir d'aujourd'hui.

1. Adaptation du slogan : شبيحة للأبد من أجل عيونك يا أسد

Damas, qui est longtemps restée silencieuse, et n'a rien changé à ses habitudes quotidiennes, malgré la mort de milliers de gens. Malgré les plaintes de ceux qu'on torture dans les sous-sols des prisons, sous les luxueux immeubles, malgré la dévastation qui a balayé les autres villes, ses sœurs. Malgré tout cela, les habitants de Damas ont continué leurs pique-niques, partout où l'air et le soleil les y invitaient, même si ce devait être à côté d'un barrage sécuritaire. Ils versaient du thé aux soldats, leur offraient de la nourriture et des cigarettes. Mais pourquoi est-ce que je pleurniche ainsi? Je voudrais garder un minimum de dignité et te donner un aperçu des plus objectifs. Mais comment ?

Si tu avais vu le trou qu'a causé l'explosion de samedi à côté de la place Tahrir et ce qui est arrivé aux façades des immeubles alentour... Si tu l'avais vu, tu aurais su à quel point nos vies ne valent plus rien. Aujourd'hui, j'ai aperçu la peur dans les yeux de nos collègues chrétiens. Ils étaient sombres et inquiets. Est-ce que je t'ai dit que notre école était une miniature de la Syrie bigarrée? Tout le monde insultait et maudissait l'auteur de l'attentat, chacun visant celui qu'il avait en tête. L'auteur est toujours inconnu, sans nom ni visage. Mais les gens qui regardaient les traces de l'explosion sur la chaîne officielle sont sortis de leurs gonds en voyant le présentateur brandir, avec un sang-froid glacial, les lambeaux des victimes. Victimes qui semblent devoir augmenter dans l'avenir. Je t'ai déjà dit que nous vivons une guerre dont la mort sortira seule vainqueur.

À propos de l'explosion, je vais te raconter une histoire qui est arrivée samedi matin à une jeune femme que je connais. Cela t'aidera peut-être à comprendre, ou du moins cela te donnera quelques indications. Car je ne veux pas t'imposer les conclusions, même si j'en ai bien envie. Cette jeune femme travaille dans un bureau de Syriatel qui, comme tu sais, est la compagnie de télécommunications de

Rami Makhlouf¹. Elle habite une petite ville de banlieue, où les communications sont complètement coupées. C'est la raison pour laquelle elle n'a pas été informée qu'elle et ses collègues s'étaient vu allouer un congé ce jour-là. Elle n'était pas plus tôt entrée au bureau que des agents de sécurité ont fait irruption, se sont rués dans le vestiaire des employés, et en sont ressortis avec un explosif dont ils ont dit qu'il s'apprêtait à exploser quelques minutes plus tard. Que dis-tu de cela?

19 mars 2012

Un des dialogues se déroulant à l'école :

Les personnages : Catherine, professeur de langue étrangère, d'une cinquantaine d'années, originaire de Bab Touma. Khoudr, inspecteur disciplinaire à l'école. Ancien professeur d'éducation militaire², originaire d'un village des environs de Tartous. Zeynab, professeur d'histoire, originaire de Deir ez-Zor.

Catherine :

– Hier il y a une élève qui m'a demandé : « Mademoiselle, si le président n'était pas soutenu par l'Amérique, est-ce qu'il aurait pu rester? Regardez, Hosni Moubarak, quand l'Amérique l'a lâché, il a démissionné! » Je l'ai mitraillée du regard et je lui ai dit : « Tu es gourde ou quoi? Comme si l'Amérique pouvait influencer le président! Comme si l'Amérique, avec tous ses complots, pouvait ébranler la Syrie! » Elle ajoute avec emportement : « Qu'est-ce que c'est que cette génération pourrie! Stupidités! Imbéciles! Vraiment, notre peuple est arriéré! »

Le conseiller Khoudr :

1. Cousin maternel de Bachar al-Assad, Rami Makhlouf est l'homme d'affaires le plus riche du pays.

2. Cette matière a été annulée dans les écoles syriennes.

– Cette génération est stupide et imbécile, parce qu'on a retiré de leurs têtes la semelle des bottes. Le peuple syrien entier est complètement abruti. De tous les peuples du monde, y a pas plus abruti que le nôtre.

Demoiselle Zeynab :

– Le peuple syrien, abruti? Y a pas plus beau que notre peuple. Pas de peuple au monde plus héroïque que le nôtre. Moi, maintenant, je suis fière d'être syrienne.

Des dialogues de ce genre, on en entend partout dans Damas.

20 mars 2012

Comment ça va?

Les gens de Homs disent en plaisantant : « La mort et les balles nous flairent et nous suivent à la trace. Voilà qu'on apporte la mort à Damas! »

Oui, les gens qui fuyaient les zones dévastées sont arrivés à Damas, et voilà maintenant la mort qui débarque.

À propos des déplacés, laisse-moi te parler de Zeynab. Son visage s'est gravé dans mon esprit, comme si elle m'exhortait à écrire sur elle. C'est une femme d'une vingtaine d'années, originaire de Khalidiyyeh, à Homs. Je lui ai demandé : « Qu'est-ce que je peux faire pour toi ? » Elle m'a répondu : « Je veux du travail. » Puis elle a baissé les yeux, désignant une petite qui s'accrochait à ses vêtements : « Et du lait pour ma fille. »

En regardant Zeynab, j'ai pensé au professeur de langue arabe à l'école. Les instituteurs parlaient des « explosions terroristes », de Mezzeh et des combats qui y avaient eu lieu le matin même. Le professeur d'arabe a déclaré : « Il faut qu'ils frappent sans pitié les endroits qui accueillent ces terroristes. Les endroits qui les protègent, il faut les frapper à nouveau. » Puis, élevant la voix : « Ça suffit! Il faut en finir

maintenant! La coupe est pleine!» Nous le regardions en silence, avalant nos réactions. Il semble que nous allons devoir les avaler encore longtemps, nos réactions. Mais je me demande à présent : parlait-il, par exemple, de Zeynab et de son enfant?

22 mars 2012

Bonjour,

Hier, j'étais avec une amie dans la banlieue de Damas, en visite chez une de nos connaissances. Cette dernière nous a proposé d'aller présenter nos condoléances à la mère d'un jeune homme tué une semaine plus tôt. C'était difficile de dire non. On a apporté des fleurs, car c'était la fête des Mères. Elle s'est assise en face de nous. Pour engager la conversation, on lui a demandé ce qui s'était passé. Elle a répondu qu'on ne lui avait pas encore rendu le corps de son fils. Les notables de la petite ville étaient allés au local des moukhabarât et à l'hôpital militaire, où il était peut-être décédé, mais s'étaient entendu répondre qu'il n'était pas chez eux. Ils avaient interrogé toutes les sections des moukhabarât, tous les hôpitaux, mais tous avaient nié retenir le jeune homme ou être en possession de son cadavre. Elle nous a raconté qu'il avait déjà été arrêté deux fois, et que les traces de torture étaient toujours visibles sur son corps. « Il m'a dit, un jour, qu'il valait mille fois mieux mourir que d'être arrêté. [...] La troisième fois qu'ils sont venus le chercher, il s'est enfui de la maison. Il s'est caché dans une ferme avec quelques amis. Mais les forces de sécurité les ont encerclés. Ils ont essayé de se sauver en voiture, mais ils ont reçu un tir de mortier. Quatre d'entre eux, qui étaient assis sur la banquette arrière, ont été tués sur le coup. Ils n'étaient plus que trois, dont lui. Mais il était blessé et saignait. Il a dit à ses amis, qui l'avaient porté

sur une certaine distance : “Laissez-moi et sauvez-vous, mieux vaut deux qui vivent plutôt que trois qui meurent.” Alors ils l’ont laissé réciter les deux Chahadas¹, et se sont enfuis. C’est par eux que j’ai appris l’histoire. » Les mêmes jeunes gens avaient raconté à la mère que, sur le chemin, ils avaient vu un gardien qui travaillait pour une ferme proche, et lui avaient confié le blessé. La mère était allée interroger cet homme. Il lui avait répondu que les chars avaient emporté le jeune homme avec eux.

Elle n’a pas vu le corps de son fils et ne sait pas où il se trouve. Elle conclut son histoire par un long soupir. Puis elle nous regarde et dit : « Il est peut-être vivant, peut-être qu’il a réussi à s’enfuir tout seul, peut-être que le gardien l’a recueilli, l’a soigné et ne me l’a pas dit, peut-être que, dans le char, il y avait un soldat bon, qui a compensé, qui l’a emmené quelque part où on l’a soigné. » Puis elle baisse la tête, et les larmes coulent de ses yeux : « Ou bien peut-être qu’il est mort, et qu’ils ont utilisé son corps pour les explosions de la place Tahrir². [...] Parfois je me dis qu’ils ont peut-être pris ses organes, puisqu’il était encore vivant. Ou alors, peut-être que... » Ses larmes l’étouffent, et nous pleurons toutes avec elle. Oui, toutes ces éventualités sont vraisemblables. Et peut-être cela n’arrive-t-il qu’en Syrie.

26 mars 2012

Bonjour,

Ma fille me raconte qu’aujourd’hui, pendant le cours d’arabe l’institutrice a demandé :

– Que symbolise la colombe ?

1. Les deux prières qu’on prononce avant de mourir.

2. On dit que les cadavres qui ne sont pas restitués à leurs familles sont déposés sur les lieux des « explosions terroristes », pour être ensuite comptés parmi les victimes de ces explosions.

Un garçon a répondu :

- Elle symbolise la paix.
- Bien... Et quoi encore?

Ma fille a répondu :

- Elle symbolise la liberté.

Un garçon s'est levé au fond de la classe, et il a demandé à ma fille, patibulaire :

- Tu veux la liberté?

L'institutrice a dit :

- Nous voulons tous la liberté. Où est le problème?

Une fillette s'est écriée avec réprobation :

- Comment ça, mademoiselle?

Et ma fille conclut son histoire en s'exclamant : « Maman, notre institutrice est sûrement dans l'opposition! »

Pour te dire à quelle impasse linguistique, morale et sociale ils nous ont acculés, je vais te parler des murs. Pour vraiment savoir ce qui se passe en Syrie, il faut les observer. C'est un sujet en soi, auquel je consacrerai une lettre entière.

Les jeunes révolutionnaires écrivent sur les murs le mot « liberté » : حرية . Et les agents de sécurité viennent mettre un point sur la première lettre pour le changer en « merde » : خرية .

Je me dis parfois que, si le régime ne change pas, nous devons changer la langue, pour sortir de l'impasse où ils nous ont jetés, sous les yeux de nos enfants.

15 avril 2012

Aujourd'hui j'ai appelé mon ami le docteur Fadi. Je l'ai entendu dire en décrochant : « Attendez un peu, c'est peut-être ma mère, si je ne lui réponds pas elle va mourir d'angoisse. » J'ai entendu quelqu'un lui ordonner de raccrocher. Sa voix, d'habitude affectueuse et posée, tremblait.

- Allô ?
- C'est eux ? demandai-je.
- Oui.
- Lesquels ?

Il hésita. J'insistai :

- Réponds par oui ou par non. Sécurité militaire ?

Il ne répondit pas.

- Sécurité politique ?
- Je ne sais pas.
- Dieu te garde.

J'ai raccroché, n'en croyant pas mes oreilles. Mon ami Fadi. Je vais me languir de sa voix rieuse. Je n'ai pas dormi de la nuit. À chaque fois que j'imaginai les coups pleuvoir sur lui, j'éprouvais une vraie douleur physique.

16 avril 2012

Le professeur Antoine est revenu de son congé, dans un village du district de Homs. On l'a entouré, pour lui présenter nos condoléances et le questionner à propos de son cousin décédé.

Il nous a dit que ce dernier, professeur d'arts plastiques, se rendait en taxi dans son calme patelin, quand soudain il a entendu des coups de feu, et une balle a transpercé la vitre de la voiture pour venir se loger dans sa tête. Antoine n'avait pas achevé sa phrase qu'on entendit la voix du professeur Haydar : « Mon cousin aussi a été tué à Zabadani ! » Personne ne fit attention à lui, comme s'il n'avait pas parlé assez fort pour qu'on l'entende. Quant au professeur Ayssa, il arpentait la pièce en répétant sans arrêt la même tirade de plus en plus fort : « Mon cousin a été tué la semaine dernière ! Il était capitaine dans l'armée. Ces chiens de comploteurs l'ont descendu ! » Et il terminait en disant : « Nom de Dieu ! Pourquoi les choses se passent comme ça ! »

Mais personne ne lui présenta de condoléances à lui non plus. Tous étaient émus par les paroles d'Antoine, qui terminait ainsi son récit : « Mon cousin n'était ni militaire ni opposant. C'était un simple citoyen. Il avait quatre enfants, et s'occupait de les faire vivre. »

Après les formules de compassion et de réconfort, les instituteurs regagnèrent leur classe. Il ne resta plus que moi et une autre enseignante. « On croyait que tu étais allé fêter Pâques », lui dis-je. « Pâques? » s'exclama-t-il. « Ce qui se passe dans notre village est inconcevable. C'est une guerre véritable. » Je lui demandai s'il y avait vraiment des opposants en armes au Krak des Chevaliers, comme on l'entendait. « Oui », répondit-il. « Et en face il y a les chabbiha. Ceux-là, ce ne sont pas des hommes. Pour tuer un seul opposant, ils assassinent tous ceux qu'ils croisent sur leur route. »

Je lui demandai lesquels étaient les pires. Il regarda le professeur Ali, qui était subitement apparu dans la pièce, puis répondit en baissant la tête : « Ils sont tous pires les uns que les autres. »

18 avril 2012

Bonsoir,

Ce soir les rues de Damas étaient fatiguées. Elles étaient aussi vides que pendant le ramadan, juste avant l'iftar. Je marchais dans la rue Hamra. En passant devant le Parlement, j'ai pensé à mon ami Bassam, que trois hommes ont passé à tabac ici, il y a quelques jours. Il portait un écriteau sur lequel était écrit : « Arrêtez le meurtre, nous voulons une Syrie pour tous les Syriens. » Ils étaient un groupe de jeunes, hommes et femmes, issus pour la plupart des minorités, à avoir organisé un sit-in devant le Parlement, ou l'« Assemblée du peuple », comme on l'appelle. Ils avaient